

Décision n° 00–49 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 12 janvier 2000 attribuant un préfixe de sélection d'un réseau de transport à quatre chiffres à la société Linx (préfixe 1644)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 9 novembre 1999 autorisant la société Linx à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 97–277 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 12 septembre 1997 relative à l'attribution des préfixes de sélection d'un réseau de transport à quatre chiffres et au format des appels correspondants, homologuée par un arrêté du 1^{er} décembre 1997 ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 99–943 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 novembre 1999 réservant un préfixe de sélection d'un réseau de transport à quatre chiffres à la société Linx ;

Vu la demande de la société Linx reçue le 2 décembre 1999 ;

Après en avoir délibéré le 12 janvier 2000 ;

Décide :

Article 1er –

Le préfixe 1644 est attribué à la société Linx (RCS : Paris 421 938 861) pour l'acheminement des appels téléphoniques longue distance dans les conditions fixées par la décision n° 97–277 susvisée.

Article 2

– La société Linx acquitte, pour le préfixe attribué à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3

– Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, le préfixe attribué à l'article 1 ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il est incessible et ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des

télécommunications.

Article 4

– Au 31 janvier de chaque année, la société Linx adresse à l’Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l’utilisation effective du préfixe attribué.

Article 5 –

Le chef du service technique de l’Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 2000

Le Président

Jean–Michel Hubert